



VIGICOR interpelle les candidats à la députation

Madame, Monsieur,

VIGICOR est une association apaisane de lutte contre la Corruption, les atteintes à la probité et les infractions financières. Elle s'est créée en juillet 2015 dans la région PACA.

Si nous vous écrivons cette lettre, c'est que vous êtes aujourd'hui candidat-e à la députation.

Comme nous, vous avez observé le sentiment de défiance qui s'installe progressivement entre les citoyens et leurs représentants nationaux et locaux. Les événements de la dernière campagne présidentielle n'ont pas aidé à inverser cette tendance au déclinisme de la politique. La chronique judiciaire concernant Monsieur FILLON et Madame LE PEN démontre le caractère nuisible des affaires pour la vie démocratique et le débat public. Ces événements sont certainement le point d'orgue d'une série de révélations sur les us et coutumes d'une partie de nos dirigeants, qui préfèrent servir des intérêts particuliers ou personnels plutôt que l'intérêt général.

Cette détérioration du climat politique ne peut plus durer. Elle est néfaste pour la démocratie et favorise l'ascension de la démagogie. Des mesures de prévention des atteintes à la probité doivent être prises pour enrayer ce cancer politique qu'est la corruption et le manquement au devoir d'exemplarité des élus.

A ce titre, nous souhaitons que les candidats s'engagent en faveur :

- D'un encadrement plus strict de l'argent confié aux parlementaires
- De la fin des privilèges judiciaires pour les politiques
- Du renforcement des moyens financiers accordés à la Justice
- De l'indépendance des autorités en charge de la lutte contre la corruption et les infractions financières
- De la refondation d'une Justice Constitutionnelle

Dans cette optique VIGICOR a établi une série de propositions sur lesquelles nous vous demandons de vous positionner. Votre réponse sera ensuite publiée sur notre site internet et une communication à la presse sera organisée. Ainsi, chaque électeur ou électrice aux élections législatives sera en mesure de savoir qu'elles seront vos votes et propositions sur les sujets des atteintes à la probité.

Par avance, nous vous remercions pour votre réponse,

Nous vous prions, Madame, Monsieur, de croire en l'expression de nos sentiments respectueux.

L'association VIGICOR

Encadrer l'argent des parlementaires	Votre position	
	OUI	NON
Création d'un statut du métier d'attaché parlementaire et la suppression des emplois familiaux	X	
Suppression de la réserve parlementaire	X	
Allocation d'une IRFM sur seule présentation de justificatifs des dépenses de représentation de l'élu et la publication annuelle de ces dépenses		X
Contrôle des dépenses du parlement par la Cour des Comptes	X	
Limitation à deux mandats parlementaires	X	

Fin des privilèges judiciaires pour les politiques	Votre position	
	OUI	NON
Supprimer l'immunité parlementaire	X	
Supprimer la Cour de Justice de la République	X	
La mise en retrait d'un élu au profit de son suppléant en cas de mise en examen dans une affaire mettant en cause sa probité (à l'exception des délits de presse)	X	
Un casier judiciaire B2 vierge pour les élus et les ministres	X	

Renforcer les moyens financiers accordés à la justice	Votre position	
	OUI	NON
Le recrutement, la formation et la revalorisation des magistrats en charge de la lutte contre les infractions financières et les atteintes à la probité	X	
La mise en place d'un plan quinquennal d'évaluation et de refinancement de la justice	X	
La sanctuarisation du budget de la justice judiciaire et la consécration de son autonomie budgétaire		X

Indépendance des autorités en charge de la lutte contre la corruption et les infractions financières	Votre position	
	OUI	NON
Consécration de l'indépendance du parquet, à l'instar des magistrats du siège	X	
Election des membres du Conseil Supérieur de la Magistrature en charge de l'indépendance de la justice par les membres des services judiciaires	X	
Statut d'autorité administrative indépendante pour l'agence Anticorruption	X	
Suppression du verrou de Bercy qui oblige les magistrats à demander l'aval du Ministre de l'Economie pour poursuivre un fraudeur fiscal	X	

Refondation d'une Justice Constitutionnelle	Votre position	
	OUI	NON
Les membres du Conseil Constitutionnel devront être recrutés pour leurs compétences de juriste et ne devront pas avoir eu une carrière politique	X	
L'indépendance et l'impartialité du Conseil Constitutionnel doivent être consacrées par la création d'une Cour Constitutionnelle		X
L'interdiction du recours aux portes étroites et à toutes formes de lobbyisme auprès du Conseil Constitutionnel	X	